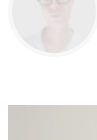


C'est validé : le gouvernement demande à des millions de Français de retourner en télétravail dès maintenant

Les autorités françaises ont publié une circulaire à ce sujet.



Publié le 12 mai 2026 à 14 h 39 min
Par **Jean-Yves Alric**



© Andrea Piacquadio / Pexels

Souvenez-vous, en mars 2020 des millions de salariés français **sont soudainement passés en télétravail**. Si certaines entreprises ont depuis opéré un retour en arrière, le travail à distance reste néanmoins un des acquis de la période pour nombre d'employés qui y trouvent un meilleur équilibre de vie, tout en restant productifs.

Et justement, alors que **les prix des carburants explosent en France** suite à la guerre d'Iran, le gouvernement cherche des solutions pour limiter la facture. D'après *L'Internaute*, une circulaire a en effet et envoyée aux administrations par le ministre de l'Action et des Comptes publics David Amiel début mai.

Ce dernier demande très clairement de « *réduire immédiatement les déplacements professionnels évitables* ». Dans le détail, les échanges professionnels de la fonction publique qui peuvent se tenir à distance sont préférables. Quant aux déplacements, ils doivent être limités aux « *seules missions qui ne peuvent être ni différées ni assurées à distance* », et qui « *conditionnent directement la continuité de l'action de l'État* ».

De même, et c'est ce qui nous intéresse ici, le document conseille d'étudier des « *possibilités d'augmentation individualisées du recours au télétravail* », notamment pour les agents qui se servent de leur véhicule personnel pour aller au travail. Une limite est cependant fixée à trois jours de télétravail hebdomadaire maximum pour les fonctionnaires à taux plein.

Pour rappel, le télétravail reste plébiscité par de nombreux salariés du public comme du privé. Nous vous parlions récemment de cette étude menée auprès de 1000 entreprises tricolores et publiée ce jeudi 12 mars par l'Association pour l'emploi des cadres (Apec).

D'après cette enquête, seulement 5 % d'entre elles ont opéré un retour en arrière concernant le travail à distance. Autre constat, le pourcentage de sociétés employant des cadres qui ont choisi de remettre en cause le télétravail n'a été que de 9 %, tandis que 89 % d'entre elles n'ont rien changé et 2 % ont même encore plus renforcé cette pratique.

Encore plus intéressant, l'Apec a sondé les cadres dans un second temps et la proportion de ceux qui seraient très mécontents si leur entreprise remettait en cause ce droit est passée de 69 à 74 % depuis 2024. Si cette situation se produisait, 29 % des répondants chercheraient même à quitter leur entreprise. Un message qui sera sans doute entendu et qui explique la prudence avec laquelle les directions évoluent sur ce sujet. Plus d'informations à ce sujet **[dans notre précédent article ici](#)**.

Ce qu'il faut retenir :

- Le gouvernement français demande aux administrations de réduire les déplacements professionnels et d'encourager le télétravail
- Une circulaire précise que le télétravail doit être favorisé pour les missions pouvant se faire à distance, avec un maximum de trois jours par semaine pour les fonctionnaires
- Le télétravail reste populaire, avec 89% des entreprises n'ayant pas modifié leur politique depuis 2020 et une majorité de cadres opposés à un retour en arrière

📌 Pour ne manquer aucune actualité de Presse-citron, suivez-nous sur **[Google Actualités](#)** et **[WhatsApp](#)**.

Newsletter 🍊

Abonnez-vous, et recevez chaque matin un résumé de l'actu tech

J'ai lu et accepte [les termes et les conditions](#)

#ENTREPRISE #FRANCE #TRAVAIL

[SOURCE]

SUR LE MÊME SUJET

Dieselgate : Volkswagen condamné en France à verser 100 000 euros, une première étape pour le million d'automobilistes concernés

La Poste : les boîtes aux lettres c'est bientôt fini, voici ce qui va les remplacer

Panne de Claude AI : l'IA marche mal, que se passe-t-il ?

Le gouvernement lance sa liste des IBAN suspects pour lutter contre la fraude aux paiements (qui a fait perdre 618,4 millions d'euros en six mois)

LES DERNIÈRES ACTUALITÉS



Dieselgate : Volkswagen condamné en France à verser 100 000 euros, une première étape pour le million d'automobilistes concernés



L'un des VPN préférés des Français passe sous la barre des 2 €

Presse-citron

We and our 241 **partners** wish to store and access information on your devices (such as cookies and pixels), and collect personal data on this site to process it along with both known and future information (such as identifiers, browsing history, preferences, purchases, phone number, postal, IP and email addresses, precise geolocation, etc.).

This is used to develop and provide you with services, content, commercial offers, and advertisements across your various devices and screens (including by email, mail, texts, phone, audio, and video), to personalize and measure them, and to conduct audience research and analysis.

You can "accept all" and withdraw your consent at any time via the "cookies" footer link. You can also "set detailed preferences" to object to more limited processing activities. These choices remain valid for 6 months.

powered by Sdata

[Set your choices](#)

Accept all

Presse-citron

We and our 241 **partners** wish to store and access information on your devices (such as cookies and pixels), and collect personal data on this site to process it along with both known and future information (such as identifiers, browsing history, preferences, purchases, phone number, postal, IP and email addresses, precise geolocation, etc.).

This is used to develop and provide you with services, content, commercial offers, and advertisements across your various devices and screens (including by email, mail, texts, phone, audio, and video), to personalize and measure them, and to conduct audience research and analysis.

You can "accept all" and withdraw your consent at any time via the "cookies" footer link. You can also "set detailed preferences" to object to more limited processing activities. These choices remain valid for 6 months.

powered by  Sdata

[Set your choices](#)

[Accept all](#)